



HAL
open science

Master Économie

Rapport Hcéres

► **To cite this version:**

| Rapport d'évaluation d'un master. Master Économie. 2014, Université des Antilles. hceres-02040703

HAL Id: hceres-02040703

<https://hal-hceres.archives-ouvertes.fr/hceres-02040703>

Submitted on 20 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



agence d'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Section des Formations et des diplômes

Rapport d'évaluation du master



Economie

de l'Université des Antilles
et de la Guyane - UAG

Vague E – 2015-2019

Campagne d'évaluation 2013-2014



agence d'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Section des Formations et des diplômes

En vertu du décret du 3 novembre 2006¹,

- Didier Houssin, président de l'AERES
- Jean-Marc Geib, directeur de la section des formations et diplômes de l'AERES

¹ Le président de l'AERES « signe [...], les rapports d'évaluation, [...] contresignés pour chaque section par le directeur concerné » (Article 9, alinea 3 du décret n°2006-1334 du 3 novembre 2006, modifié).



Evaluation des diplômes Masters – Vague E

Evaluation réalisée en 2013-2014

Académies : Guadeloupe, Guyane, Martinique

Etablissement déposant : Université des Antilles et de la Guyane – UAG

Académie(s) : /

Etablissement(s) co-habilité(s) au niveau de la mention : /

Mention : Economie

Domaine : Droit, économie, gestion

Demande n° S3MA150009146

Périmètre de la formation

- Site(s) (lieux où la formation est dispensée, y compris pour les diplômes délocalisés) :

La formation est dispensée à Pointe-à-Pitre (Guadeloupe) et Schœlcher (Martinique).

- Délocalisation(s) : /

- Diplôme(s) conjoint(s) avec un (des) établissement(s) à l'étranger : /

Présentation de la mention

La mention *Economie* de l'Université des Antilles et de la Guyane forme des économistes spécialisés dans le commerce international, le développement et l'environnement, mais aussi la banque, la finance, l'assurance, le management des entreprises privées, le tourisme, les activités sanitaires et sociales. Cette formation est structurée en quatre spécialités, dont deux sont situées à la Guadeloupe (*Commerce international ; Ingénierie économique du développement et de l'environnement*) et deux à la Martinique (*Economie et gestion des entreprises et des institutions financières ; Gestion et évaluation des collectivités et des administrations*). Ces spécialités s'appuient, sur chaque site, sur une première année de master (M1) généraliste. Mise à part la spécialité *Commerce international* qui est à vocation professionnelle, les autres spécialités sont indifférenciées, permettant aux étudiants de s'insérer sur le marché du travail ou de poursuivre leurs études dans le cadre d'une thèse de doctorat. La formation s'appuie sur un laboratoire par site : le Centre de recherches en économie et en droit sur le développement insulaire (CREDDI/LEAD) à la Guadeloupe et le Centre d'étude et de recherche en économie, gestion et modélisation informatique appliquée (CEREGMIA) à la Martinique. Une spécificité importante de cette mention réside dans la distance géographique qui sépare les deux sites de formation (Pointe-à-Pitre à la Guadeloupe, Schœlcher à la Martinique).

Synthèse de l'évaluation

- Appréciation globale :

Les objectifs de la formation sont assez vastes, mais bien identifiés, de même que les emplois visés. L'architecture globale de la mention, prenant en compte l'ensemble des spécialités sur les deux sites, n'est pas présentée. L'organisation de cette mention est réalisée par site géographique, de manière cloisonnée et sans mutualisation. Les deux spécialités de Guadeloupe ont une première année de master commune, sans parcours optionnel, et chacune des spécialités fonctionne en deuxième année de manière autonome sans mutualisation. Les deux spécialités de Martinique partagent également une première année commune (au cours de laquelle un choix d'options est possible, mais présenté de manière très succincte) et se divisent en seconde année de master, chacune en trois parcours hétérogènes dans leur contenu et leurs objectifs et de surcroît très faiblement mutualisés. Si le volume horaire par étudiant est relativement standard en Guadeloupe (750h pour un étudiant suivant les deux années de master), il apparaît élevé en Martinique (environ 950h) avec une répartition cours magistraux/travaux dirigés correcte en M1 et moins harmonieuse en M2, où les travaux dirigés sont moins fréquents. L'acquisition de compétences additionnelles et transversales (langues et informatique) est assurée de manière classique sur les deux sites (cours). Il en est de même pour les compétences pré-professionnelles, par le biais des stages et de séminaires de recherche. Il existe des dispositifs pour l'accueil d'étudiants ayant des contraintes particulières à la Martinique, mais le nombre d'étudiants en bénéficiant n'est pas précisé. En revanche, le dossier n'apporte pas d'éléments sur ce point en Guadeloupe. Concernant les publics concernés, le dossier ne permet pas d'apprécier l'adéquation entre les filières de recrutement et la formation.

Les spécialités proposées apparaissent en cohérence avec les axes de l'établissement (en particulier la volonté d'adapter l'offre de formation à l'environnement caribéen et américain) et bien positionnées dans l'environnement régional. En effet, à la Guadeloupe, les deux spécialités constituent les seuls masters en économie du département et en Martinique, la formation a, au cours des dernières années, évolué pour améliorer son adéquation avec les besoins locaux. Sur chaque site, les spécialités s'appuient sur un laboratoire distinct : le Centre de recherches en économie et en droit sur le développement insulaire (CREDDI/LEAD) à la Guadeloupe et le Centre d'étude et de recherche en économie, gestion et modélisation informatique appliquée (CERGMIA) à la Martinique. Des dispositifs de formation à la recherche sont bien présents dans les spécialités concernées. Les formations à la Guadeloupe comme à la Martinique s'appuient sur un réseau socio-économique globalement assez développé, essentiellement mobilisé pour l'accueil de stagiaires et pour des interventions dans les formations. Des liens pédagogiques avec des universités de métropoles, mais aussi avec d'autres pays sont mentionnés, se traduisant essentiellement par l'accueil d'enseignants-chercheurs.

Sur les deux sites, l'origine des étudiants est faiblement renseignée. A la Guadeloupe, si le M1 accueille actuellement 50 étudiants, autour de 10 parmi ceux-ci sont admis en seconde année de master ; ce qui paraît très faible. Les effectifs des deux spécialités (totalisant 17 personnes en 2012-2013) sont en décroissance sur les dernières années. A la Martinique, les effectifs en M1 s'élèvent à une quarantaine d'étudiants et la seconde année, pour six parcours, ne compte qu'une soixantaine d'étudiants. Les taux de réussite en première année ne sont pas précisés en Guadeloupe et s'élèvent à 65 % en Martinique. Ils sont satisfaisants pour la deuxième année (supérieurs à 70 %). L'analyse du devenir des diplômés est réalisée de manière très informelle et globalement peu renseignée et floue, même si les pourcentages d'insertion annoncés sont élevés. La poursuite en thèse de doctorat est très limitée.

Sur chaque site, la description et l'implication des équipes pédagogiques (spécifiques à chaque site) n'apparaissent pas suffisamment détaillées. Les modalités de suivi de la formation et des étudiants sont aussi insuffisantes, en particulier à la Guadeloupe où le pilotage apparaît essentiellement assuré par une personne, à la fois responsable de la mention et des deux spécialités. Il n'existe pas de conseil de perfectionnement, ni d'évaluation des enseignements, ni de suivi des diplômés. A la Martinique, un conseil de perfectionnement est constitué et semble plus actif ; mais les compétences des étudiants ne sont pas suivies et les enseignements ne sont pas évalués. Le dossier ne présente pas d'éléments clairs d'autoévaluation et les précédentes recommandations de l'AERES n'ont que très faiblement été prises en compte, laissant en particulier de côté l'importante question de la cohérence d'ensemble (en particulier à la Martinique). Le dossier est globalement assez lacunaire, en particulier pour les spécialités et sa séparation en deux parties distinctes rend sa lecture d'ensemble difficile. A la Guadeloupe, la fusion des deux spécialités est prévue, ce qui apparaît souhaitable. Une restructuration est proposée en Martinique entre les parcours existants parallèlement à la création d'un nouveau parcours en *Economie mathématique*.



- Points forts :
 - La formation est généraliste et a défini des spécialités aux objectifs individuellement clairs (en particulier en Guadeloupe).
 - La formation semble globalement adaptée aux besoins de l'environnement économique et social.
 - La formation a noué des relations solides avec l'environnement économique et social.

- Points faibles :
 - La gouvernance, faible, s'effectue par site.
 - La réflexion est très insuffisante concernant la cohérence globale de la mention, mais aussi la cohérence des spécialités/parcours sur chacun des sites (en particulier à la Martinique).
 - Le dossier est de très faible qualité. En particulier les dossiers de spécialité n'apportent que très peu d'éléments d'explication sur leur organisation spécifique.
 - Le dossier ne contient que très peu de données sur la population étudiante, le suivi des compétences, l'insertion professionnelle et le suivi des diplômés.

- Recommandations pour l'établissement :

Si les mutualisations ne sont pas possibles entre les sites de formation, les équipes pédagogiques devraient rendre la mention plus homogène, en établissant des principes communs dans la mise en œuvre et l'animation des spécialités et parcours, en M1 et en M2. L'usage des technologies de l'information et de la communication (visioconférence) pourrait participer à la construction d'une cohérence globale de la formation. Des progrès devraient être accomplis en matière de pilotage, notamment dans la collecte et l'analyse des indicateurs. Compte tenu de l'attractivité déclinante des spécialités de Guadeloupe, leur fusion est envisageable. En Martinique, la cohérence des deux spécialités devrait être améliorée et la création d'un nouveau parcours n'apparaît pas justifiée au regard à la fois de la cohérence globale et des faibles effectifs.

Evaluation par spécialité

Commerce international

- Périmètre de la spécialité :

Site(s) (lieux où la formation est dispensée, y compris pour les diplômes délocalisés) :

Guadeloupe (Pointe-à-Pitre)

Etablissement(s) en co-habilitation(s) au niveau de la spécialité : /

Délocalisation(s) : /

Diplôme(s) conjoint(s) avec un (des) établissement(s) à l'étranger : /

- Présentation de la spécialité :

La spécialité *Commerce international*, à vocation professionnelle, forme des cadres maîtrisant l'analyse du commerce international et s'insérant dans les branches tertiaires.

- Appréciation :

Les connaissances et compétences sont définies de manière claire et correspondent à l'objectif professionnel de la spécialité. Mais le dossier, très incomplet, passe sous silence un très grand nombre d'éléments. La description des unités d'enseignement n'est pas satisfaisante. Si la formation professionnelle et l'acquisition de compétences transversales (anglais, informatique) sont assurées de manière classique (cours et stages), en revanche le dossier ne comporte pas d'éléments sur les dispositifs d'accueil d'étudiants ayant des contraintes particulières. Des partenariats internationaux sont mentionnés sans précision.

Les effectifs sont faibles et diminuent (12 étudiants en 2008-2009 et huit en 2012-2013). Malgré des taux de réussite élevés, les lacunes du dossier sont particulièrement marquées concernant l'analyse du devenir des diplômés.

La composition de l'équipe pédagogique n'est pas connue. Il est fait mention, sans détails, de cinq enseignants-chercheurs et de cinq professionnels (ce qui est peu). Le dossier de mention présente une liste plus longue d'intervenants (surtout composée d'enseignants-chercheurs provenant de l'Université des Antilles et de la Guyane, mais aussi d'universités extérieures : universités métropolitaines, Canada, Barbade). Le dossier ne comporte aucune information concernant les modalités de suivi de la formation.

- Point fort :

- Les objectifs de formation sont clairs.

- Points faibles :

- L'absence de pilotage de la spécialité se traduit notamment par un dossier lacunaire.
- Le dossier n'apporte pas d'information concernant le suivi des étudiants et des diplômés.
- L'attractivité de la formation décline.

- Recommandations pour l'établissement :

Cette spécialité pourrait être fusionnée avec la spécialité *Ingénierie économique du développement et de l'environnement*. Une équipe pédagogique active devrait être constituée ou rendue plus lisible. L'ouverture à la formation continue pourrait renforcer l'attractivité de la formation. Une amélioration de la production et de la diffusion de données spécifiques à la spécialité apparaît essentielle.



Ingénierie économique du développement et de l'environnement

- Périmètre de la spécialité :

Site(s) (lieux où la formation est dispensée, y compris pour les diplômés délocalisés) :

Guadeloupe (Pointe-à-Pitre)

Etablissement(s) en co-habilitation(s) au niveau de la spécialité : /

Délocalisation(s) : /

Diplôme(s) conjoint(s) avec un (des) établissement(s) à l'étranger : /

- Présentation de la spécialité :

La spécialité *Ingénierie économique du développement et de l'environnement* est une formation pluridisciplinaire (économie et gestion du développement et de l'environnement) destinée à apporter des compétences dans les domaines du développement et de l'environnement. Elle est constituée d'un parcours professionnel (formant des chargés d'études économiques spécialisés dans le développement et ses incidences environnementales) et d'un parcours recherche.

- Appréciation :

Les connaissances et compétences attendues sont claires. Mais le dossier, très incomplet, passe sous silence un très grand nombre d'éléments. Le contenu précis des unités d'enseignement n'est pas indiqué. Elles sont en partie mutualisées pour les deux parcours (professionnel et recherche) qui se différencient surtout par la nature du stage réalisé. Le dossier n'apporte que peu de détails sur les modalités de formation par la recherche, qui s'appuie sur le laboratoire CREDDI/LEAD. Les compétences professionnelles et transversales (anglais et informatique) sont assurées de manière classique. Des partenariats internationaux sont mentionnés sans précision.

L'évolution des effectifs est orientée à la baisse (18 étudiants en 2008-2009 et neuf en 2012-2013) et pose même un problème de maintien de la spécialité. L'analyse du devenir des diplômés est relativement imprécise, même si les chiffres annoncés, de même que les taux de réussite, sont élevés.

La composition de l'équipe pédagogique n'est pas indiquée. Le dossier mentionne, cinq enseignants-chercheurs et cinq professionnels. Le dossier de mention présente une liste plus longue d'intervenants (comme dans la spécialité précédente surtout composée d'enseignants-chercheurs provenant de l'Université des Antilles et de la Guyane, mais aussi d'universités extérieures : universités métropolitaines, Canada, Barbade). Le dossier ne comporte aucun élément concernant le pilotage de la formation.

- Points forts :

- Les objectifs de formation sont définis.
- La thématique est en correspondance avec l'environnement socio-économique.

- Points faibles :

- Il n'y a pas de pilotage de la spécialité ; ce qui se traduit notamment par un dossier lacunaire.
- Le dossier ne présente pas de données en matière de suivi des étudiants et des diplômés.
- L'attractivité déclinante ne justifie pas l'existence de deux parcours, de surcroît assez faiblement différenciés.

- Recommandations pour l'établissement :

Cette spécialité pourrait être fusionnée avec la spécialité *Commerce international*. Comme pour la précédente spécialité une équipe pédagogique plus solide pourrait être constituée. Pour renforcer l'attractivité de la formation l'ouverture à la formation continue pourrait représenter un point d'appui. Le dossier devrait être amélioré de façon importante ainsi que la production et la diffusion de données spécifiques.



Economie et gestion des entreprises et des institutions financières

- Périmètre de la spécialité :

Site(s) (lieux où la formation est dispensée, y compris pour les diplômés délocalisés) :

Martinique (Schœlcher)

Etablissement(s) en co-habilitation(s) au niveau de la spécialité : /

Délocalisation(s) : /

Diplôme(s) conjoint(s) avec un (des) établissement(s) à l'étranger : /

- Présentation de la spécialité :

La spécialité a pour but de former des économistes spécialistes dans un nombre varié de domaines : banque, finance, assurance, management, gestion des entreprises privées, tourisme et développement durable. C'est une spécialité indifférenciée (master professionnel, recherche), constituée de trois parcours : le parcours *Monnaie-banque-finance* forme par exemple des chargés d'affaires d'entreprises, des spécialistes de la gestion d'actifs. Le parcours *Entreprise et marché* forme des cadres en gestion des entreprises, des consultants et le parcours *Tourisme durable et aménagement* forme des cadres dans ces deux domaines.

- Appréciation :

Les compétences et connaissances attendues sont claires, mais très variées, ce qui questionne la cohérence globale de cette spécialité. Les parcours sont structurés de manière autonome, sans mutualisation. Le contenu des unités d'enseignement n'est pas détaillé. Si des séminaires de recherche et des cours de méthodologie sont proposés au sein du parcours recherche, qui s'appuie sur le laboratoire CEREGMIA, la visibilité du versant formation par la recherche est faible pour chaque parcours. La formation professionnelle et l'acquisition de compétences transversales sont assurées de manière classique (stage, langues, informatique). Le dossier de spécialité reprend les éléments de la mention pour présenter les dispositifs d'accueil d'étudiants ayant des contraintes particulières de même que les relations et échanges internationaux.

Les effectifs propres à la spécialité ne sont pas connus. Seuls les effectifs totaux des spécialités de M2 à la Martinique sont communiqués, ce qui n'est pas satisfaisant. Aucune information n'est donnée sur l'analyse du devenir des diplômés. La composition de l'équipe pédagogique révèle l'implication d'un faible nombre d'intervenants professionnels (sept) pour les trois parcours dont les débouchés principaux sont professionnels. Vingt-quatre universitaires interviennent dans la spécialité (dont 10 en économie et six en gestion), provenant de l'Université des Antilles et de la Guyane, mais aussi d'autres universités (métropolitaines surtout).

Les modalités de suivi de la formation ne sont pas détaillées pour la spécialité, qui reprend in extenso les éléments présentés pour la partie martiniquaise de la mention. Si un conseil de perfectionnement semble exister, il n'y a pas d'évaluation des enseignements, ni de suivi régulier des diplômés et des compétences des étudiants. Une restructuration des parcours est prévue accompagnée de la création d'un nouveau parcours *Economie mathématique* dont la justification n'est pas donnée.

- Points forts :

- Les objectifs de formation sont clairs pour chaque parcours, considérés individuellement.
- La formation est en adéquation avec l'environnement socio-économique.

- Points faibles :

- La structure de la spécialité dans son ensemble n'est pas claire, constituée de trois parcours aux objectifs et aux débouchés hétérogènes.
- Le pilotage est défaillant ; ce qui se traduit par l'absence d'informations précises en particulier sur les modalités de suivi de la formation et des étudiants et plus globalement par un dossier très peu renseigné.
- L'adossement au mode socio-économique faible.
- Il existe une faible différenciation entre les parcours professionnel et recherche.



- Recommandations pour l'établissement :

Au-delà de la nécessité de mettre en place un véritable pilotage de la spécialité, sa cohérence d'ensemble devrait être repensée, mais aussi sa place vis-à-vis de la spécialité *Gestion et évaluation des collectivités et des administrations*. Si elles sont maintenues, des efforts de mutualisation devraient être faits pour accroître l'unité de chacune des spécialités. Au regard du dossier, la création d'un nouveau parcours en *Economie mathématique* ne se justifie guère.



Gestion et évaluation des collectivités et des administrations

- Périmètre de la spécialité :

Site(s) (lieux où la formation est dispensée, y compris pour les diplômés délocalisés) :

Martinique (Schœlcher)

Etablissement(s) en co-habilitation(s) au niveau de la spécialité : /

Délocalisation(s) : /

Diplôme(s) conjoint(s) avec un (des) établissement(s) à l'étranger : /

- Présentation de la spécialité :

Les connaissances et compétences attendues à l'issue de cette formation sont celles liées à la gestion, à l'expertise et à l'évaluation dans les domaines correspondant aux trois parcours, qui ont une finalité indifférenciée (professionnelle et recherche). Le parcours *Gestion et évaluation des collectivités territoriales* forme des consultants en finance locale et des cadres des collectivités territoriales. Le parcours *Gestion et expertise des milieux littoraux* forme des cadres spécialisés dans l'expertise des espaces littoraux et le parcours *Gestion et évaluation des institutions sanitaires et sociales* forme des cadres du secteur en question.

- Appréciation :

Les compétences et connaissances attendues sont variées et le dénominateur commun, non exposé dans le dossier, semble être celui que peut apporter l'économiste-gestionnaire dans le domaine des politiques publiques. Le contenu des unités d'enseignement, non détaillé, ne permet pas de faire ressortir la cohérence du dossier, dont la lisibilité est affaiblie par la reprise des éléments généraux de description de la partie martiniquaise de la mention et par le peu de détails sur la spécialité elle-même. Si les compétences professionnelles et transversales sont assurées de manière classique, le parcours recherche, adossé au laboratoire CEREGMIA, est peu lisible.

Les effectifs propres à la spécialité ne sont pas connus. Seuls les effectifs totaux des spécialités de M2 à la Martinique sont communiqués, ce qui n'est pas satisfaisant. Aucune information n'est donnée sur l'analyse du devenir des diplômés. La composition de l'équipe pédagogique présente un nombre satisfaisant de professionnels extérieurs, qui semblent bien adaptés à la formation. Douze enseignants-chercheurs font partie de l'équipe pédagogique, mais étrangement aucun ne relève de la section 06 (gestion) du Conseil National des Universités. Six sont des économistes (dont quatre de l'Université des Antilles et de la Guyane et parmi eux un professeur), les autres se répartissent dans les disciplines géographie/aménagement, sociologie, droit, langues.

Les modalités de suivi de la formation ne sont pas détaillées pour la spécialité, qui reprend in extenso les éléments présentés pour la partie martiniquaise de la mention. Si un conseil de perfectionnement semble exister, il n'y a pas d'évaluation des enseignements ni de suivi régulier des diplômés et des compétences des étudiants. Une restructuration des parcours est prévue accompagnée de la création d'un nouveau parcours en *Economie mathématique* dont la justification n'est pas donnée.

- Points forts :

- Les objectifs de formation sont clairs pour chaque parcours, pris individuellement.
- La formation correspond bien à l'environnement socio-économique et accueille un nombre satisfaisant de professionnels.

- Points faibles :

- La structure globale de la spécialité n'est pas claire, car la recherche de cohérence n'a pas été menée, même si elle est possible.
- La gouvernance est insuffisante, ce qui se traduit par l'absence d'informations précises en particulier sur les modalités de suivi de la formation et des étudiants.
- L'équipe pédagogique apparaît insuffisamment adaptée aux objectifs de la formation.
- Le dossier est faible et ne présente que très insuffisamment les modalités d'organisation. Une faible différenciation est réalisée entre les parcours professionnel et recherche.



- Recommandations pour l'établissement :

Au-delà de la nécessité de renforcer le pilotage de la spécialité, sa cohérence d'ensemble devrait être repensée, mais aussi au regard de la spécialité *Economie et gestion des entreprises et des institutions financières*. La composition de l'équipe pédagogique n'est pas satisfaisante et devrait être revue. Si les deux spécialités sont maintenues, des efforts de mutualisation devraient être faits pour accroître l'unité de chacune d'entre elles. Au regard du dossier, la création d'un nouveau parcours en *Economie mathématique* ne se justifie guère.



Observations de l'établissement

Présidence

Dossier suivi par :

Antoine Delcroix

Fixe : 0590 48 33 83

Mobile : 0690 28 10 27

Mail : adelcroi@univ-ag.fr

**La Présidente de l'Université des Antilles
et de la Guyane**

A

**Monsieur le Président de l'AERES,
AERES,
20, rue de Vivienne,
75002 Paris**

Pointe-à-Pitre, le 15 septembre 2014

Nos réf. :

UAG-PRES/CMC/AD/DSA/N°2014 - 1436

Monsieur le Président,

L'établissement ne formule pas d'observation concernant le rapport provisoire reçu pour le **master mention « économie »** (dossier : MA-S3MA150009146).

Je n'émetts donc pas d'objection à une publication en l'état de ce rapport.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de mes salutations distinguées.


Corinne MENCE-CASTER

